

Table des matières

Actualités 2015 en matière d'impôt des personnes physiques	7
<i>Olivier D'AOUT et Jonathan PICALET</i>	
1. Titres constitutifs d'emprunt – Certificats immobiliers	7
1.1. Références	7
1.2. Dispositions administratives	7
1.3. Commentaires	7
1.4. Bibliographie	8
2. Revenus payés ou attribués par une construction juridique – Taxe Caïman	8
2.1. Références	8
2.2. Entrée en vigueur	9
2.3. Commentaires	10
2.3.1. Principes	10
2.3.2. Constructions juridiques visées	10
2.3.3. Transparence « fiscale » de la construction juridique	11
2.3.4. Exceptions à l'application de la taxe Caïman	12
2.4. Bibliographie	14
3. Immeuble à l'étranger – Valeur locative	15
3.1. Références	15
3.2. Jurisprudence	15
3.3. Commentaires	15
3.4. Bibliographie	17
4. Revenus immobiliers – Notion de droit immobilier similaire	18
4.1. Références	18
4.2. Jurisprudence	18
4.3. Commentaires	18
5. Précompte immobilier – Exonération – Accueil d'enfants	19
5.1. Références	19
5.2. Jurisprudence	19
5.3. Commentaires	19

6. Revenus immobiliers – Intérêts contractés spécifiquement en vue d’acquérir ou de conserver des biens immobiliers	20
6.1. Références	20
6.2. Jurisprudence	20
6.3. Commentaires	20
7. Emphytéose et droit de superficie – Redevances et charges déductibles	21
7.1. Références	21
7.2. Jurisprudence	21
7.3. Commentaires	21
8. Revenus immobiliers – Exonération pour improductivité – Non-perception des loyers	22
8.1. Références	22
8.2. Jurisprudence	22
8.3. Commentaires	22
9. Droit d’auteur – Détermination des revenus – Pourcentage	23
9.1. Références	23
9.2. Dispositions administratives	23
9.3. Commentaires	24
9.4. Bibliographie	27
10. Intérêts requalifiés en dividendes – Prêt d’argent – Novation	27
10.1. Références	27
10.2. Jurisprudence	27
10.3. Commentaires	27
10.4. Bibliographie	31
11. Intérêts – Exonération – <i>Crowdfunding</i>	31
11.1. Références	31
11.2. Entrée en vigueur	32
11.3. Commentaires	32
11.3.1. À quelles conditions un investisseur peut-il bénéficier de l’exonération ?	32
11.3.2. Quel est le montant de l’exonération ?	33
11.4. Bibliographie	34
12. Indemnité payée lors d’essais cliniques – Revenus professionnels ? – Revenus divers ?	34
12.1. Références	34

12.2. Dispositions administratives	34
12.3. Commentaires	34
13. Avantage anormal ou bénévole – Usufruit – Simulation	35
13.1. Références	35
13.2. Jurisprudence	35
13.3. Commentaires	35
13.4. Bibliographie	39
14. Avantage anormal ou bénévole – Cession d’une pharmacie – Surévaluation du bâtiment	39
14.1. Références	39
14.2. Jurisprudence	39
14.3. Commentaires	39
15. Avantage de toute nature – Droit de superficie – Résiliation anticipée	40
15.1. Références	40
15.2. Jurisprudence	40
15.3. Commentaires	40
16. Frais propres à l’employeur – Cotisations professionnelles	42
16.1. Références	42
16.2. Dispositions administratives	42
16.3. Commentaires	42
17. Régime de chômage et complément d’entreprise – Exonération fiscale du complément d’entreprise en cas de reprise de travail	43
17.1. Références	43
17.2. Entrée en vigueur	44
17.3. Commentaires	44
18. Revenus de remplacement – Indemnité d’assurances en réparation totale ou partielle d’une perte temporaire de revenus	45
18.1. Références	45
18.2. Jurisprudence	46
18.3. Commentaires	46
19. Rémunérations – Fonds détournés	47
19.1. Références	47
19.2. Jurisprudence	47
19.3. Commentaires	47

19.4. Bibliographie	49
20. Avantage de toute nature – Options sur actions non réglementées	49
20.1. Références	49
20.2. Jurisprudence	49
20.3. Commentaires	49
20.3.1. Période imposable	49
20.3.2. <i>Cashless exercise</i>	50
20.4. Bibliographie	50
21. Avantage de toute nature – Voyage d’entreprise dans le cadre d’un contrat de <i>sponsoring</i>	51
21.1. Références	51
21.2. Jurisprudence	51
21.3. Commentaires	51
21.4. Bibliographie	52
22. Avantage de toute nature : qui casse paie!	52
22.1. Références	52
22.2. Jurisprudence	52
22.3. Commentaires	52
23. Avantage de toute nature – Usufruit – Travaux payés par l’usufruitier	53
23.1. Références	53
23.2. Jurisprudence	53
23.3. Commentaires	54
23.4. Bibliographie	55
24. Rémunération – Promesse interne de pension	55
24.1. Références	55
24.2. Jurisprudence	56
24.3. Commentaires	56
25. Épargne-pension – Souscription à l’étranger	57
25.1. Références	57
25.2. Entrée en vigueur	57
25.3. Commentaires	57
26. Avantage de toute nature – Évaluation – Prise en charge des loyers	58
26.1. Références	58

26.2. Jurisprudence	58
26.3. Commentaires	59
26.4. Bibliographie	59
27. Avantage de toute nature – Voiture de société – Coefficient de CO₂	60
27.1. Références	60
27.2. Entrée en vigueur	60
27.3. Commentaires	60
28. Revenus de biens mobiliers à caractère professionnel	60
28.1. Références	60
28.2. Jurisprudence	61
28.3. Commentaires	61
29. Avantage social – Exonération – Indemnité pour frais funéraires	62
29.1. Références	62
29.2. Dispositions administratives	62
29.3. Commentaires	62
30. Avantage social – Exonération – Frais de déplacement – Indemnité forfaitaire	63
30.1. Références	63
30.2. Dispositions administratives	63
30.3. Commentaires	63
30.4. Bibliographie	64
31. Avantage social – Jubilé de l'entreprise – Prime	64
31.1. Références	64
31.2. Dispositions administratives	64
31.3. Commentaires	65
32. Avantages non récurrents liés au résultat	65
32.1. Références	65
32.2. Entrée en vigueur	65
32.3. Commentaires	65
33. Avantage social – Éco-chèque	66
33.1. Références	66
33.2. Dispositions administratives	66
33.3. Commentaires	66

34. Flexi-jobs – Exonération	67
34.1. Références	67
34.2. Entrée en vigueur	68
34.3. Commentaires	68
34.4. Bibliographie	68
35. Titres-repas	69
35.1. Références	69
35.2. Entrée en vigueur	69
35.3. Commentaires	69
36. Plus-value – Affectation professionnelle	69
36.1. Références	69
36.2. Jurisprudence	70
36.3. Commentaires	70
37. Charge professionnelle – Loyers payés d’avance	71
37.1. Références	71
37.2. Jurisprudence	71
37.3. Commentaires	71
37.4. Bibliographie	72
38. Charge professionnelle – Frais de formation	72
38.1. Références	72
38.2. Jurisprudence	72
38.3. Commentaires	73
38.4. Bibliographie	74
39. Charge professionnelle – Déduction des frais d’une société	74
39.1. Références	74
39.2. Jurisprudence	74
39.3. Commentaires	74
40. Charge professionnelle – Secondes résidences	75
40.1. Références	75
40.2. Jurisprudence	75
40.3. Commentaires	75
41. Charge professionnelle – Déduction en vue d’obtenir un avantage fiscal	76
41.1. Références	76
41.2. Jurisprudence	76

41.3. Commentaires	76
41.4. Bibliographie	77
42. Charge professionnelle – Déduction des pertes causées par un vol	77
42.1. Références	77
42.2. Jurisprudence	77
42.3. Commentaires	77
43. Charge professionnelle – Déduction dans un contexte international	78
43.1. Références	78
43.2. Jurisprudence	78
43.3. Commentaires	78
43.4. Bibliographie	79
44. Charge professionnelle – Cours de conduite moto	79
44.1. Références	79
44.2. Jurisprudence	79
44.3. Commentaires	79
45. Charge professionnelle – Assurance solde restant dû	80
45.1. Références	80
45.2. Jurisprudence	80
45.3. Commentaires	80
45.4. Bibliographie	81
46. Charge professionnelle – Frais forfaitaires	81
46.1. Références	81
46.2. Entrée en vigueur	81
46.3. Commentaires	81
47. Charge professionnelle – Frais de publicité	82
47.1. Références	82
47.2. Jurisprudence	82
47.3. Commentaires	82
48. Charge professionnelle – Frais de restaurant à l'étranger	83
48.1. Références	83
48.2. Dispositions administratives	83
48.3. Commentaires	83
48.4. Bibliographie	83

49. Charge professionnelle – Bateau de plaisance	84
49.1. Références	84
49.2. Jurisprudence	84
49.3. Commentaires	84
50. Charge professionnelle – Frais déraisonnables	84
50.1. Références	84
50.2. Jurisprudence	84
50.3. Commentaires	85
50.4. Bibliographie	85
51. Charge professionnelle – Prise en charge des pertes d’une société	85
51.1. Références	85
51.2. Jurisprudence	85
51.3. Commentaires	86
52. Charge professionnelle – Taux du marché	86
52.1. Références	86
52.2. Jurisprudence	86
52.3. Commentaires	87
52.4. Bibliographie	87
53. Charge professionnelle – Amortissement d’un piano	88
53.1. Références	88
53.2. Jurisprudence	88
53.3. Commentaires	88
54. Charge professionnelle – Amortissement dégressif	88
54.1. Références	88
54.2. Jurisprudence	88
54.3. Commentaires	88
54.4. Bibliographie	89
55. Charge professionnelle – Voitures de remplacement	89
55.1. Références	89
55.2. Jurisprudence	89
55.3. Commentaires	89
56. Exonération d’impôt – Personnel supplémentaire	90
56.1. Références	90
56.2. Jurisprudence	90
56.3. Commentaires	90

57. Déduction pour investissement – Navires	91
57.1. Références	91
57.2. Jurisprudence	91
57.3. Commentaires	91
58. Déduction pour investissement – Majoration des pourcentages de base	91
58.1. Références	91
58.2. Entrée en vigueur	92
58.3. Commentaires	92
59. Déduction pour investissement – Investissements numériques	92
59.1. Références	92
59.2. Entrée en vigueur	93
59.3. Commentaires	93
59.4. Bibliographie	94
60. Déduction pour investissement – Produits de haute technologie	94
60.1. Références	94
60.2. Entrée en vigueur	95
60.3. Commentaires	95
61. Pertes professionnelles – Sociétés civiles et associations de fait	96
61.1. Références	96
61.2. Jurisprudence	96
61.3. Commentaires	96
62. Revenus divers – Gestion normale d'un patrimoine privé	97
62.1. Références	97
62.2. Jurisprudence	97
62.3. Dispositions administratives	97
62.4. Commentaires	97
62.4.1. Plus-values immobilières	97
62.4.2. Plus-values sur titres	100
63. Taxe sur la spéculation	101
63.1. Références	101
63.2. Entrée en vigueur	105
63.3. Commentaires	105
63.3.1. Principes	105
63.3.2. Les titres visés par la taxe	106

63.3.3. Catégorie de revenus	107
63.3.4. Champ d'application temporel	107
63.3.5. La base imposable	110
63.3.6. Les moins-values	111
63.3.7. Le taux de taxation	111
63.3.8. Régime des non-résidents	112
63.4. Bibliographie	112
64. Taux d'imposition	112
64.1. Références	112
64.2. Entrée en vigueur	112
64.3. Commentaires	112
65. Quotité exemptée d'impôt	113
65.1. Références	113
65.2. Entrée en vigueur	113
65.3. Jurisprudence	114
65.4. Commentaires	114
65.4.1. Législation	114
65.4.2. Jurisprudence	114
66. Quotité exemptée d'impôt – Supplément pour enfant à charge	114
66.1. Références	114
66.2. Jurisprudence	115
66.3. Commentaires	115
66.4. Bibliographie	116
67. Réduction d'impôt – Enfants à charge	116
67.1. Références	116
67.2. Jurisprudence	116
67.3. Commentaires	117
68. Réduction d'impôt – Épargne-pension	117
68.1. Références	117
68.2. Entrée en vigueur	118
68.3. Commentaires	118
69. Réduction d'impôt – <i>Tax shelter</i> P.M.E.	119
69.1. Références	119
69.2. Entrée en vigueur	119
69.3. Commentaires	119

69.3.1. Sociétés concernées	119
69.3.2. Nature et modalités de l'investissement	121
69.3.3. Plafonds	121
69.3.4. Bénéficiaires de la réduction d'impôt	122
69.3.5. Taux de la réduction d'impôt	122
69.4. Bibliographie	123
70. Réduction d'impôt – Habitation propre – Modification du bonus logement en Région flamande	123
70.1. Références	123
70.2. Entrée en vigueur	124
70.3. Dispositions administratives	124
70.4. Commentaires	124
70.4.1. Modifications du bonus logement en Région flamande	124
70.4.2. Circulaires relatives au bonus logement	126
70.5. Bibliographie	126
71. Réduction d'impôt – Économie d'énergie	127
71.1. Références	127
71.2. Jurisprudence	127
71.3. Dispositions administratives	127
71.4. Commentaires	127
72. Réduction d'impôt – Titres-services et chèques A.L.E.	128
72.1. Références	128
72.2. Entrée en vigueur	128
72.3. Jurisprudence	128
72.4. Dispositions administratives	128
72.5. Commentaires	128
72.6. Bibliographie	130
73. Réduction d'impôt – Rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes – Région de Bruxelles-Capitale	130
73.1. Références	130
73.2. Entrée en vigueur	130
73.3. Commentaires	130

74. Réduction d'impôt – Rénovation d'habitations données en location à un loyer modéré – Région de Bruxelles-Capitale	130
74.1. Références	130
74.2. Entrée en vigueur	131
74.3. Commentaires	131
75. Réduction d'impôt – Travaux de sécurisation des habitations contre le vol ou l'incendie – Région de Bruxelles-Capitale	131
75.1. Références	131
75.2. Entrée en vigueur	131
75.3. Dispositions administratives	131
75.4. Commentaires	132
76. Réduction d'impôt – Entretien et restauration de monuments et de sites classés – Région de Bruxelles-Capitale	132
76.1. Références	132
76.2. Entrée en vigueur	132
76.3. Commentaires	132
77. Réduction d'impôt – Travaux d'isolation du toit d'habitations – Région flamande et Région de Bruxelles-Capitale	133
77.1. Références	133
77.2. Entrée en vigueur	133
77.3. Jurisprudence	133
77.4. Commentaires	133
77.5. Bibliographie	133
78. Pension de survie – Jeunes veufs ou veuves	134
78.1. Références	134
78.2. Entrée en vigueur	134
78.3. Commentaires	134
79. Taxation distincte – Indemnité de dédit – Dirigeants d'entreprise	134
79.1. Références	134
79.2. Jurisprudence	135
79.3. Commentaires	135
79.4. Bibliographie	135
80. Taxation distincte – Arriérés de revenus de remplacement	136
80.1. Références	136
80.2. Jurisprudence	136
80.3. Commentaires	136

81. Taxation distincte – Profits payés tardivement par le fait d’une autorité publique	136
81.1. Références	136
81.2. Jurisprudence	137
81.3. Commentaires	137
82. Exonération du précompte immobilier – Région de Bruxelles-Capitale	137
82.1. Références	137
82.2. Entrée en vigueur	137
82.3. Commentaires	137
83. Exonération du précompte immobilier – Affectation sans but de lucre	138
83.1. Références	138
83.2. Jurisprudence	138
83.3. Commentaires	138
83.3.1. Affectation à l’exercice d’une œuvre de bienfaisance	139
83.3.2. Absence de but de lucre	139
83.3.3. Œuvres analogues de bienfaisance	139
84. Réduction du précompte immobilier – Bâtiments économiseurs d’énergie – Région flamande	140
84.1. Références	140
84.2. Entrée en vigueur	140
84.3. Commentaires	140
84.4. Bibliographie	141
85. Réduction du précompte immobilier – Improductivité – Région flamande et Région de Bruxelles-Capitale	141
85.1. Références	141
85.2. Jurisprudence	141
85.3. Commentaires	141
85.4. Bibliographie	142
86. Précompte mobilier – Augmentation du taux	143
86.1. Références	143
86.2. Entrée en vigueur	143
86.3. Commentaires	143
87. Précompte mobilier – Taux réduit – Régime VVPR<i>bis</i>	144
87.1. Références	144

87.2. Dispositions administratives	144
87.3. Commentaires	144
88. Prélèvement mobilier – Renonciation à la retenue	144
88.1. Références	144
88.2. Dispositions administratives	145
88.3. Commentaires	145
89. Prélèvement professionnel – Dispense de versement – Produits de haute technologie	145
89.1. Références	145
89.2. Entrée en vigueur	145
89.3. Commentaires	145
90. Prélèvement professionnel – Dispense de versement – Travail de nuit ou en équipe	146
90.1. Références	146
90.2. Entrée en vigueur	146
90.3. Commentaires	146
91. Prélèvement professionnel – Dispense de versement	147
91.1. Références	147
91.2. Entrée en vigueur	147
91.3. Commentaires	147
92. Prélèvement professionnel – Dispense de versement – P.M.E. débutantes	147
92.1. Références	147
92.2. Entrée en vigueur	148
92.3. Commentaires	148
92.3.1. Bénéficiaires de la dispense	148
92.3.2. Conditions	149
92.3.3. Montant de la dispense	149
92.3.4. Exclusions du bénéfice de la dispense	149
92.3.5. Formalités	149
92.4. Bibliographie	150
93. Prélèvement professionnel – Dispense – Recherche scientifique	150
93.1. Références	150
93.2. Dispositions administratives	150
93.3. Commentaires	150

94. Précompte professionnel – Dispense – Zones d’aide	151
94.1. Références	151
94.2. Entrée en vigueur	153
94.3. Commentaires	153
94.3.1. Régime applicable aux P.M.E.	153
94.3.2. Régime applicable aux non-P.M.E.	158
94.4. Bibliographie	159
Actualités 2015 en matière d’impôt des sociétés	161
<i>Yves DEWAELE</i>	
1. Principes	161
1.1. Rectification du bilan	161
1.1.1. Jurisprudence	161
1.1.2. Bibliographie	166
1.2. Assujettissement à l’impôt des sociétés (I.Soc.)	166
1.2.1. Références	166
1.2.2. Législation	166
1.2.3. Dispositions administratives	172
1.2.4. Jurisprudence	172
1.3. Taille des sociétés : transposition de la directive sur la comptabilité	173
1.3.1. Références	173
1.3.2. Commentaires	173
1.3.3. Entrée en vigueur	
1.4. Divers	179
1.4.1. Dispositions administratives	179
2. Capital et prime d’émission	180
2.1. Références	180
2.2. Dispositions administratives	180
2.3. Jurisprudence	180
2.4. Bibliographie	181
3. Réserve de liquidation	181
3.1. Références	181
3.2. Législation	181
3.3. Dispositions administratives	182
3.4. Bibliographie	184

4. Réserve de liquidation spéciale	184
4.1. Références	184
4.2. Législation	184
4.3. Commentaires	185
4.3.1. Mise en perspective	185
4.3.2. Extension de la réserve de liquidation aux exercices antérieurs	185
4.3.3. Conditions de fond	186
4.3.4. Conditions de forme	188
4.3.5. Effet sur le taux du Pr.M.	189
4.3.6. Montant maximum de la réserve de liquidation spéciale et cotisation distincte	190
4.3.7. Montant maximum de la réserve de liquidation spéciale et dividende	191
4.3.8. Montant maximum de la réserve de liquidation spéciale et pertes	193
4.3.9. Traitement comptable	193
5. Bénéfice exonéré : déduction majorée de certains frais	197
5.1. Frais de sécurisation	197
5.1.1. Références	197
5.1.2. Législation	197
6. Bénéfice exonéré : œuvre audiovisuelle belge agréée	198
6.1. Références	198
6.2. Dispositions administratives	198
7. Plus-values « taxation étalée »	203
7.1. Références	203
7.2. Dispositions administratives	203
8. Réserves occultes	204
8.1. Références	204
8.2. Jurisprudence	204
8.3. Bibliographie	211
9. Amortissements	211
9.1. Références	211
9.2. Jurisprudence	212
10. Dépenses non admises	213
10.1. Références	213

10.2. Principes	213
10.2.1. Législation	213
10.2.2. Jurisprudence	214
10.2.3. Bibliographie	221
10.3. Pensions, capitaux, cotisations...	222
10.3.1. Dispositions administratives	222
10.4. Frais de voitures et moins-values sur véhicules non déductibles	223
10.4.1. Références	223
10.4.2. Dispositions administratives	223
10.4.3. Jurisprudence	225
10.5. Frais de réception et cadeaux d'affaires	226
10.5.1. Références	226
10.5.2. Dispositions administratives	226
10.5.3. Jurisprudence	227
10.6. Frais de restaurant	227
10.6.1. Références	227
10.6.2. Dispositions administratives	227
10.7. Frais de vêtements professionnels	228
10.7.1. Dispositions administratives	228
10.8. Intérêts relatifs à une partie de certains emprunts	228
10.8.1. Références	228
10.8.2. Dispositions administratives	228
10.9. Avantages anormaux ou bénévoles	229
10.9.1. Références	229
10.9.2. Jurisprudence	229
10.10. Avantages sociaux	231
10.10.1. Références	231
10.10.2. Législation	231
10.10.3. Dispositions administratives	232
10.11. Autres avantages exonérés	234
10.11.1. Législation	234
10.12. Réductions de valeur et moins-values sur actions ou parts	235
10.12.1. Jurisprudence	235
10.13. Paiements non déductibles vers certains États	236
10.13.1. Références	236
10.13.2. Dispositions administratives	236
10.14. Autres	240

10.14.1. Références	240
10.14.2. Jurisprudence	240
11. Dividendes	241
11.1. Dividendes ordinaires	241
11.1.1. Dispositions administratives	241
11.2. Régime transitoire d'apport des réserves au capital	242
11.2.1. Références	242
11.2.2. Législation	242
11.2.3. Commentaires	242
11.3. Pr.M. réduit sur dividendes des nouveaux apports dans les P.M.E.	243
11.3.1. Dispositions administratives	243
11.4. Opérations de restructuration	244
11.4.1. Références	244
11.4.2. Dispositions administratives	244
12. Éléments du résultat avec limitation de déduction	245
12.1. Références	245
12.2. Législation	245
12.2.1. Établissements de crédit et entreprises d'assurances : contribution supplémentaire à l'impôt	245
12.2.2. Modifications de l'article 207 du C.I.R. 92	246
12.2.3. Sociétés visées	246
12.2.4. Exclusion de certains organismes financiers	247
12.2.5. Mécanisme	247
12.2.6. Montant de la réduction des déductions	248
12.2.7. Adaptation des taux	249
12.2.8. Explications	250
12.2.9. Adaptation formelle	253
12.2.10. Application aux non-résidents	254
12.2.11. Correction de texte	254
12.2.12. Entrée en vigueur	254
12.2.13. Commentaires	254
12.3. Jurisprudence	256
12.4. Bibliographie	257
13. Ventilation du résultat	258
13.1. Références	258

13.2. Dispositions administratives	258
14. Revenus définitivement taxés	260
14.1. Références	260
14.2. Dispositions administratives	260
14.3. Jurisprudence	262
15. Déduction pour capital à risque	263
15.1. Références	263
15.2. Jurisprudence	263
15.3. Bibliographie	265
16. Déduction des pertes antérieures	266
16.1. Références	266
16.2. Jurisprudence	266
17. Déduction pour investissement	266
17.1. Références	266
17.2. Législation	266
17.2.1. Déduction pour investissement majorée pour les investissements numériques	266
17.2.2. Modification au régime ordinaire	269
17.2.3. Déduction étalée pour investissement dans les produits de haute technologie	272
18. Cotisation distincte sur « commissions secrètes »	272
18.1. Références	272
18.2. Dispositions administratives	273
18.3. Commentaires	273
18.3.1. Introduction	273
18.3.2. Dépenses visées à l'article 57 du C.I.R. 92 et avantages de toute nature visés aux articles 31, alinéa 2, 2° et 32, alinéa 2, 2° du C.I.R. 92	273
18.3.3. Bénéfices dissimulés	277
18.3.4. Avantages financiers ou de toute nature visés à l'article 53, 24° du C.I.R. 92, et paiements effectués vers des États visés à l'article 307, § 1 ^{er} , alinéa 5 du C.I.R. 92	280
18.3.5. Accroissement, amende et sanction pénale	281
18.4. Entrée en vigueur	282
18.5. Jurisprudence	283

18.6. Bibliographie	287
19. Cotisation distincte : «<i>fairness tax</i>»	288
19.1. Références	288
19.2. Dispositions administratives	288
19.3. Jurisprudence	288
19.4. Bibliographie	289
20. Cotisation distincte sur provision pour engagement de pension	289
20.1. Législation	289
21. Éléments imputables et divers – Dispense de versement du précompte professionnel pour les entreprises qui débutent	291
21.1. Législation	291
21.2. Commentaires	291
21.2.1. Principes	291
21.2.2. P.M.E. visées	291
21.2.3. Taux de la dispense de versement	292
21.2.4. Microentreprises	292
21.2.5. P.M.E. et microentreprises exclues	292
21.3. Entrée en vigueur	293
Actualités 2015 en matière de T.V.A.	295
<i>François MENNIG</i>	
1. Commentaires généraux	295
1.1. Exigibilité de la T.V.A.	295
1.1.1. Références	295
1.1.2. Commentaires	295
1.1.3. Bibliographie	296
2. Établissement de la taxe – Articles 1^{er} à 3bis du Code de la T.V.A.	296
2.1. Pratiques abusives	296
2.1.1. Références	296
2.1.2. Commentaires	297
3. Assujettissement – Articles 4 à 8bis du Code de la T.V.A.	298
3.1. Assujettissement – Personne physique – Affectation d'un bien au patrimoine privé et à l'activité économique	298
3.1.1. Références	298
3.1.2. Commentaires	299

3.2.	Assujettissement des administrateurs, gérants et liquidateurs de sociétés	301
3.2.1.	Références	301
3.2.2.	Entrée en vigueur	301
3.2.3.	Bibliographie	301
3.3.	Unité T.V.A. – Qualité des membres et liens étroits	301
3.3.1.	Références	301
3.3.2.	Commentaires	301
3.4.	Unité T.V.A.– Opérations siège principal-succursale	302
3.4.1.	Références	302
3.4.2.	Entrée en vigueur	302
3.4.3.	Commentaires	302
3.4.4.	Bibliographie	303
3.5.	Assujettissement des organismes publics	303
3.5.1.	Références	303
3.5.2.	Entrée en vigueur	304
3.5.3.	Commentaires	304
3.6.	Assujettissement des zones de secours	304
3.6.1.	Références	304
3.6.2.	Entrée en vigueur	304
3.6.3.	Commentaires	304
3.7.	Non-assujettissement des organismes publics	305
3.7.1.	Références	305
3.7.2.	Commentaires	305
4.	Opérations taxables – Articles 9 à 25^{septies} du Code de la T.V.A.	305
4.1.	Notion de livraison de biens applicable à un crédit-bail	305
4.1.1.	Références	305
4.1.2.	Commentaires	306
4.2.	Prélèvements – Dons aux banques alimentaires	306
4.2.1.	Références	306
4.2.2.	Entrée en vigueur	306
4.2.3.	Commentaires	306
4.2.4.	Bibliographie	307
4.3.	Concession du droit d'exercer une activité professionnelle	307
4.3.1.	Références	307
4.3.2.	Commentaires	307

4.4.	Unité T.V.A. – Mesure anti-abus	308
4.4.1.	Références	308
4.4.2.	Entrée en vigueur	308
4.4.3.	Commentaires	308
4.5.	Prestations de services à caractère continu (abonnement)	308
4.5.1.	Références	308
4.5.2.	Commentaires	308
5.	Base d'imposition – Articles 26 à 36 du Code de la T.V.A.	309
5.1.	Taxes communales et base d'imposition	309
5.1.1.	Références	309
5.1.2.	Commentaires	309
5.2.	Indemnités – Prix du billet d'avion conservé par la compagnie aérienne en cas de non-présentation du passager	310
5.2.1.	Références	310
5.2.2.	Commentaires	311
5.3.	Base imposable d'un prélèvement – Intérêts intercalaires	311
5.3.1.	Références	311
5.3.2.	Commentaires	311
5.3.3.	Bibliographie	313
6.	Taux – Articles 37 à 38bis du Code de la T.V.A.	314
6.1.	Taux réduit – Travaux immobiliers à des bâtiments de plus de cinq ans	314
6.1.1.	Références	314
6.1.2.	Entrée en vigueur	314
6.1.3.	Commentaires	314
6.2.	Taux réduit – Bâtiments scolaires	314
6.2.1.	Références	314
6.2.2.	Entrée en vigueur	315
6.2.3.	Commentaires	315
6.2.4.	Bibliographie	315
6.3.	Taux réduit – Électricité	315
6.3.1.	Références	315
6.3.2.	Entrée en vigueur	315
6.3.3.	Commentaires	315
6.4.	Taux réduit – Taux réduit applicable à la première tranche de 50.000 EUR en cas de construction	316

6.4.1.	Références	316
6.4.2.	Commentaires	316
6.5.	Taux réduit – Travaux de transformation au taux de 6%	316
6.5.1.	Références	316
6.5.2.	Commentaires	316
6.5.3.	Bibliographie	317
6.6.	Taux réduit – Livres, brochures et imprimés similaires, en ce compris les atlas	317
6.6.1.	Références	317
6.6.2.	Commentaires	317
6.7.	Taux réduit – Enlèvement de citernes à mazout	318
6.7.1.	Références	318
6.7.2.	Entrée en vigueur	318
6.7.3.	Commentaires	318
6.8.	Taux réduit – Services de presse en ligne et journaux et publications numériques exclus du taux réduit	319
6.8.1.	Références	319
6.8.2.	Entrée en vigueur	319
6.8.3.	Commentaires	319
6.8.4.	Bibliographie	320
6.9.	Taux réduit – Livraison de chiens-guides pour aveugles et chiens d'assistance	320
6.9.1.	Références	320
6.9.2.	Commentaires	320
6.10.	Livraisons de biens et prestations de services effectuées par des institutions à finalité sociale	320
6.10.1.	Références	320
6.10.2.	Entrée en vigueur	320
6.10.3.	Commentaires	320
6.11.	Application du taux réduit – Travaux d'agrandissement	321
6.11.1.	Références	321
6.11.2.	Commentaires	321
6.12.	Application du taux réduit – Travaux de démolition et de reconstruction en zone urbaine	321
6.12.1.	Références	321
6.12.2.	Commentaires	321

7. Exemptions – Articles 39 à 42 du Code de la T.V.A.	322
7.1. Exportation – Bagages personnels	322
7.1.1. Références	322
7.1.2. Commentaires	322
7.2. Perfectionnement actif	322
7.2.1. Références	322
7.2.2. Commentaires	323
8. Exemptions – Articles 44 et 44bis du Code de la T.V.A.	323
8.1. Prestations des médecins, dentistes, kinésithérapeutes et professions paramédicales	323
8.1.1. Références	323
8.1.2. Entrée en vigueur	324
8.1.3. Commentaires	324
8.2. Hospitalisation et soins médicaux	324
8.2.1. Références	324
8.2.2. Entrée en vigueur	325
8.2.3. Commentaires	325
8.3. Prestations de transport d’organes humains	325
8.3.1. Références	325
8.3.2. Commentaires	325
8.4. Prestations de mise à disposition de personnel médical par des sociétés d’intérim	326
8.4.1. Références	326
8.4.2. Commentaires	326
8.4.3. Bibliographie	327
8.5. Prestations d’interprétariat effectuées par les interprètes en langue des signes, d’écriture et oralistes en faveur des personnes sourdes ou malentendantes	327
8.5.1. Références	327
8.5.2. Commentaires	328
8.6. Prestations effectuées par les maisons de jeunes	328
8.6.1. Références	328
8.6.2. Entrée en vigueur	328
8.6.3. Commentaires	328
8.7. Prestations des organisations de jeunesse	329
8.7.1. Références	329
8.7.2. Commentaires	329

8.8.	Prestations des maisons de repos	330
8.8.1.	Références	330
8.8.2.	Commentaires	330
8.9.	Clubs sportifs et services occasionnels de restauration	330
8.9.1.	Références	330
8.9.2.	Commentaires	330
8.10.	Prestations des établissements scolaires – Photographies scolaires	331
8.10.1.	Références	331
8.10.2.	Commentaires	331
8.11.	Prestations des enseignants	331
8.11.1.	Références	331
8.11.2.	Commentaires	331
8.12.	Cessions de bâtiments sous le régime de la T.V.A. – Bâtiment ancien devenu neuf	332
8.12.1.	Références	332
8.12.2.	Commentaires	332
8.12.3.	Bibliographie	332
8.13.	Location immobilière exonérée – Mise à disposition d'un stade de football	332
8.13.1.	Références	332
8.13.2.	Commentaires	332
8.13.3.	Bibliographie	334
8.14.	Location immobilière et prestations accessoires	334
8.14.1.	Références	334
8.14.2.	Commentaires	335
8.14.3.	Bibliographie	337
8.15.	Location immobilière taxée – Entreposage de biens	337
8.15.1.	Références	337
8.15.2.	Commentaires	338
8.15.3.	Bibliographie	338
8.16.	Opérations de change « bitcoin » contre devises traditionnelles	338
8.16.1.	Références	338
8.16.2.	Commentaires	338
8.17.	Gestion de portefeuille – Gestion discrétionnaire	339
8.17.1.	Références	339
8.17.2.	Entrée en vigueur	339

8.17.3. Commentaires	339
8.18. Gestion des organismes de placement collectif	339
8.18.1. Références	339
8.18.2. Commentaires	340
8.18.3. Bibliographie	340
8.19. Gestion de fonds communs de placement	340
8.19.1. Références	340
8.19.2. Commentaires	340
8.19.3. Bibliographie	341
8.20. Organismes et exploitants de paris	341
8.20.1. Références	341
8.20.2. Commentaires	341
8.21. Services postaux	342
8.21.1. Références	342
8.21.2. Commentaires	342
9. Déductions – Articles 45 à 49 du Code de la T.V.A.	342
9.1. Droit à déduction et investissements mis gratuitement à disposition du public	342
9.1.1. Références	342
9.1.2. Commentaires	343
9.2. Exercice du droit à déduction remis en cause à la suite d'une fraude	344
9.2.1. Références	344
9.2.2. Commentaires	344
9.3. T.V.A. acquittée par des sociétés <i>holdings</i> à l'occasion de l'acquisition de capitaux ou à l'occasion d'une augmentation de capital	344
9.3.1. Références	344
9.3.2. Commentaires	345
9.3.3. Bibliographie	345
9.4. T.V.A. acquittée à l'importation et non déductible dans le chef du transporteur	345
9.4.1. Références	345
9.4.2. Commentaires	345
9.5. Limitation du droit à déduction pour cause d'usage mixte des biens	346
9.5.1. Références	346

9.5.2.	Entrée en vigueur	346
9.5.3.	Commentaires	346
9.5.4.	Bibliographie	347
9.6.	Déduction de T.V.A. grevant les frais de nourriture et de boissons	347
9.6.1.	Références	347
9.6.2.	Entrée en vigueur	347
9.6.3.	Commentaires	348
9.6.4.	Bibliographie	348
10.	Mesures tendant à assurer le paiement de la T.V.A. – Articles 50 à 55 du Code de la T.V.A.	348
10.1.	Redevable de la T.V.A. – Établissement stable d'une société étrangère	348
10.1.1.	Références	348
10.1.2.	Commentaires	349
10.2.	Système de caisse enregistreuse (S.C.E.)	350
10.2.1.	Références	350
10.2.2.	Entrée en vigueur	350
10.2.3.	Commentaires	351
10.2.4.	Bibliographie	352
10.3.	Liste annuelle des clients assujettis	352
10.3.1.	Références	352
10.3.2.	Commentaires	352
11.	Régimes particuliers – Articles 56 à 58bis du Code de la T.V.A.	353
11.1.	Régime de la franchise	353
11.1.1.	Références	353
11.1.2.	Entrée en vigueur	353
11.1.3.	Commentaires	353
11.1.4.	Bibliographie	354
11.2.	Régime de la marge bénéficiaire	354
11.2.1.	Références	354
11.2.2.	Commentaires	354

Actualités 2015 en matière de procédure fiscale	355
<i>Christophe LENOIR et Arnaud BINDELS</i>	
Introduction	355
1. Établissement de l'impôt	355
1.1. Déclaration par mandataire – Preuve de l'existence d'un mandat valable	355
1.1.1. Références	355
1.1.2. Commentaires	356
1.1.3. Bibliographie	357
1.2. Obligation de déclaration des constructions juridiques	357
1.2.1. Références	357
1.2.2. Entrée en vigueur	358
1.2.3. Commentaires	358
1.2.4. Bibliographie	362
1.3. Secret bancaire – Société de <i>leasing</i> – Demande de rensei- gnement illicite	362
1.3.1. Références	362
1.3.2. Commentaires	362
1.4. Déclaration à l'impôt des personnes physiques – Comptes étrangers – Communication au point de contact central (P.C.C.)	364
1.4.1. Références	364
1.4.2. Entrée en vigueur	364
1.4.3. Commentaires	364
1.4.4. Bibliographie	368
1.5. Renseignements obtenus de manière irrégulière (acte 1) – Conséquence du rejet des renseignements irrégulièrement récoltés par le fisc	369
1.5.1. Références	369
1.5.2. Commentaires	369
1.6. Renseignements obtenus de manière irrégulière (acte 2) – Conditions liées au rejet des renseignements irrégulière- ment récoltés par le fisc	370
1.6.1. Références	370
1.6.2. Commentaires	370
1.6.3. Bibliographie	373

1.7.	Demande de renseignement provenant d'un État étranger – Notification au contribuable concerné – Délai	373
1.7.1.	Références	373
1.7.2.	Commentaires	373
1.7.3.	Bibliographie	376
1.8.	Moyens de preuve de l'administration fiscale – Présomp- tion de l'homme – Notion de « fait connu »	376
1.8.1.	Références	376
1.8.2.	Commentaires	376
1.8.3.	Bibliographie	378
1.9.	Procédure de taxation d'office – Déclaration non signée ni datée parvenue dans les délais à l'administration fiscale	378
1.9.1.	Références	378
1.9.2.	Commentaires	378
1.9.3.	Bibliographie	379
1.10.	Cotisation subsidiaire – Pas de cotisation subsidiaire en cas de violation des règles relatives à la prescription	379
1.10.1.	Références	379
1.10.2.	Commentaires	380
1.10.3.	Bibliographie	381
1.11.	Cotisation subsidiaire – Faute de l'administration – Pas d'obligation pour l'administration de réparer l'irrégularité ni d'enrôler la cotisation subsidiaire	381
1.11.1.	Références	381
1.11.2.	Commentaires	381
1.11.3.	Bibliographie	383
1.12.	Cotisation subsidiaire après annulation de la cotisation ori- ginaire pour cause d'arbitraire	383
1.12.1.	Références	383
1.12.2.	Commentaires	383
1.12.3.	Bibliographie	384
1.13.	Détermination du revenu cadastral – Réclamation – Arbi- trage obligatoire	385
1.13.1.	Références	385
1.13.2.	Commentaires	385
1.13.3.	Bibliographie	386

1.14.	Rectifications spontanées – Amendes et accroissements d’impôts – Instruction interne de l’ISI	386
1.14.1.	Références	386
1.14.2.	Commentaires	386
1.14.3.	Bibliographie	390
1.15.	Échange automatique international de renseignements en matière fiscale	391
1.15.1.	Références	391
1.15.2.	Entrée en vigueur	391
1.15.3.	Commentaires	391
1.15.4.	Bibliographie	393
2.	Recours administratifs et judiciaires	394
2.1.	Réclamation introduite par e-mail ou par fax – Signature du réclamant	394
2.1.1.	Références	394
2.1.2.	Commentaires	394
2.1.3.	Bibliographie	395
2.2.	Début du délai de réclamation – Situation antérieure à la loi du 19 mai 2010	395
2.2.1.	Références	395
2.2.2.	Commentaires	396
2.2.3.	Bibliographie	397
2.3.	Indemnité de procédure due par l’État lorsqu’il succombe dans un litige fiscal – Non contraire au principe d’égalité et de non-discrimination	397
2.3.1.	Références	397
2.3.2.	Commentaires	397
2.3.3.	Bibliographie	400
2.4.	Requête signée par un mandataire autre que l’avocat – Possibilité de ratification <i>a posteriori</i> avec effet rétroactif	401
2.4.1.	Références	401
2.4.2.	Commentaires	401
2.4.3.	Bibliographie	402
2.5.	Droits de mise au rôle – Déclaration <i>pro fisco</i>	402
2.5.1.	Références	402
2.5.2.	Entrée en vigueur	403

2.5.3.	Commentaires	403
2.5.4.	Bibliographie	406
3.	Recouvrement de l'impôt	407
3.1.	Rôle exécutoire – Exécution d'une cotisation établie au nom d'une S.C.S. – Responsabilité solidaire des associés gérants	407
3.1.1.	Références	407
3.1.2.	Commentaires	407
3.2.	Intérêts moratoires – Base de calcul de l'intérêt mensuel minimum	408
3.2.1.	Références	408
3.2.2.	Commentaires	408
3.2.3.	Bibliographie	409
3.3.	Action paulienne – L'administration ne doit pas appeler le contribuable à la cause	409
3.3.1.	Références	409
3.3.2.	Commentaires	409
3.3.3.	Bibliographie	410

Actualités 2015 en matière de droits d'enregistrement en Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale 411

Josse DEBLANDRE

1.	Conventions translatives à titre onéreux de propriété ou d'usufruit d'immeubles	411
1.1.	Législation régionale – Région wallonne	411
1.1.1.	Références	411
1.1.2.	Entrée en vigueur	411
1.1.3.	Objet	411
1.1.4.	Conventions visées	412
1.1.5.	Conditions de possession	412
1.1.6.	Conditions de forme	413
1.1.7.	Bibliographie	413
2.	Donations d'entreprises	413
2.1.	Législation régionale – Région wallonne	413
2.1.1.	Références	413
2.1.2.	Entrée en vigueur	414
2.1.3.	Objet	414

3. Donations d'un bien immobilier repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000	414
3.1. Législation régionale – Région wallonne	414
3.1.1. Références	414
3.1.2. Entrée en vigueur	415
3.1.3. Objet	415
4. Donations immobilières	415
4.1. Législation régionale – Région wallonne	415
4.1.1. Références	415
4.1.2. Entrée en vigueur	415
4.1.3. Objet	416
4.1.4. Bibliographie	417
5. Donations immobilières	417
5.1. Législation régionale – Région de Bruxelles-Capitale	417
5.1.1. Références	417
5.1.2. Entrée en vigueur	417
5.1.3. Objet	417
5.1.4. Bibliographie	418
6. Délai pour la présentation à la formalité	418
6.1. Apport en numéraire à des sociétés coopératives	418
6.1.1. Références	418
6.1.2. Entrée en vigueur	418
6.1.3. Objet	418
7. Droit de greffe	419
7.1. Droits de mise au rôle	419
7.1.1. Références	419
7.1.2. Entrée en vigueur	419
7.1.3. Objet	419
8. Jurisprudence	420
9. Décisions anticipées	421
10. Doctrine	422

Actualités 2015 en matière de droits de succession en Régions wallonne et de Bruxelles-Capitale	423
<i>Josse DEBLANDRE</i>	
1. L'actif imposable – Nouvelles règles d'évaluation des titres	423
1.1. Législation régionale – Région de Bruxelles-Capitale	423
1.1.1. Références	423
1.1.2. Entrée en vigueur	423
1.1.3. Objet	423
2. Exemption – Bien immobilier repris dans le périmètre d'un site candidat au réseau Natura 2000	424
2.1. Législation régionale – Région wallonne	424
2.1.1. Références	424
2.1.2. Entrée en vigueur	424
2.1.3. Objet	424
3. Transmission d'entreprises	425
3.1. Législation régionale – Région wallonne	425
3.1.1. Références	425
3.1.2. Entrée en vigueur	425
3.1.3. Objet	425
4. Réserve de progressivité (article 66bis C. succ.)	426
4.1. Législation régionale – Région de Bruxelles-Capitale	426
4.1.1. Références	426
4.1.2. Entrée en vigueur	426
4.1.3. Objet	426
4.1.4. Bibliographie	426
5. Jurisprudence	427
6. Décisions anticipées	429
7. Doctrine	430
Actualités 2015 en matière de droits d'enregistrement et de succession en Région flamande	433
<i>André CULOT</i>	
1. Introduction	433
2. Impôt de succession (articles 2.7.1.0.1 à 2.7.7.0.3 VCF)	433
2.1. Législation	433

2.2.	Contexte	434
2.3.	Définitions	434
2.4.	Principales modifications	435
2.4.1.	Expertise préalable (ancien article 20 C. succ.)	435
2.4.2.	Délais pour déposer la déclaration de succession (anciens articles 40 et 41)	436
2.4.3.	Donations sous condition suspensive du prédécès du donateur ou à terme de décès (ancien article 4, 3 ^o)	438
2.4.4.	Attribution de la communauté au conjoint survi- vant (ancien article 5)	438
2.4.5.	Passif admissible (ancien article 27)	438
2.4.6.	Omission – Sanction (ancien article 126)	439
2.4.7.	Insuffisance d'estimation (ancien article 127) – Expertise de contrôle (anciens articles 111 à 122)	439
2.4.8.	Prescription (ancien article 137)	440
2.4.9.	Délais de paiement (ancien article 77)	440
2.4.10.	Amendes – Majorations d'impôts	441
2.4.11.	Poursuites	441
3.	Impôt de donation – Droit de vente – Droit de partage – Droit sur la constitution d'hypothèque (articles 2.8.1.0.1 à 2.11.7.0.3 VCF)	443
3.1.	Législation	443
3.2.	Contexte	443
3.3.	Principales modifications	445
3.3.1.	Formalité de l'enregistrement	445
3.3.2.	Expertise de contrôle (anciens articles 189 à 200)	447
3.3.3.	Régime des marchands de biens (anciens articles 62 à 71)	447
3.3.4.	Insuffisance d'estimation – Inexactitude dans l'acte – Sanctions (anciens articles 201 et 202)	448
3.3.5.	Dissimulation de prix ou de charges – Simulations (anciens articles 203 et 204)	449
3.3.6.	Prescriptions et poursuites	449
3.4.	Dernières modifications	450
3.4.1.	Impôt de donation	450
3.4.2.	Droit de partage	451
3.4.3.	Impôt de succession	452

Actualités 2015 en matière de taxes provinciales et communales	455
<i>Jean-Pierre MAGREMANNE et Arnaud SCHEYVAERTS</i>	
1. Modifications apportées à la nouvelle procédure d'établissement, de recouvrement et de contentieux en matière de taxes communales pour la Région de Bruxelles-Capitale	455
1.1. Références	455
1.2. Commentaires	455
1.2.1. Champ d'application de l'ordonnance	456
1.2.2. Modes de perception des taxes communales	456
1.2.3. Perception par voie de rôle	457
1.2.4. Perception au comptant	457
1.2.5. Exécutoire du rôle	458
1.2.6. Taxation d'office	458
1.2.7. Procédure contentieuse administrative	459
1.2.8. Entrée en vigueur et droit transitoire	459
2. Publication du règlement-taxe communal : mentions obligatoires	461
2.1. Références	461
2.2. Commentaires	461
3. Preuve de la publication d'un règlement-taxe communal	463
3.1. Références	463
3.2. Commentaires	463
4. Principe d'annualité	468
4.1. Références	468
4.2. Commentaires	468
5. Rétroactivité du règlement-taxe	468
5.1. Références	468
5.2. Commentaires	469
6. Exonération des services publics	471
6.1. Références	471
6.2. Commentaires	471
7. Principe d'égalité et établissement de la taxe à charge de certains redevables uniquement	472
7.1. Références	472
7.2. Commentaires	472

8. Taxation d'office et absence de décision de taxation	473
8.1. Références	473
8.2. Commentaires	473
9. Mandat pour introduire une réclamation	474
9.1. Références	474
9.2. Commentaires	474
10. Exonération pour cas de force majeure	477
10.1. Références	477
10.2. Commentaires	477
11. Examen de la recevabilité de la réclamation au stade du recours judiciaire	477
11.1. Références	477
11.2. Commentaires	477
12. Taxe subsidiaire et respect des droits de la défense	479
12.1. Références	479
12.2. Commentaires	479
Actualités 2015 en matière de droit pénal fiscal	483
<i>Arnaud LECOCQ et Arnaud BINDELS</i>	
Introduction	483
1. <i>Ne bis in idem</i>	483
1.1. Références	483
1.2. Commentaires	484
1.3. Bibliographie	486
2. Application de la jurisprudence <i>Antigone</i> en matière fiscale	487
2.1. Références	487
2.2. Commentaires	487
2.3. Bibliographie	490
3. Fraude fiscale grave	491
3.1. Références	491
3.2. Commentaires	491
3.3. Bibliographie	494
4. Cotisation spéciale sur commissions secrètes	494
4.1. Références	494
4.2. Commentaires	495

4.3. Bibliographie	501
5. Caractère pénal des accroissements d'impôts	502
5.1. Références	502
5.2. Commentaires	502
5.3. Bibliographie	505
6. Quelques adaptations complémentaires	506
6.1. Paiement vers les paradis fiscaux	506
6.2. Arrêt de Cour européenne des droits de l'homme (3 ^e ch.) du 16 juin 2015, <i>Van Weerelt c. Pays-Bas</i> , n ^o 784/14: <i>Chambaz</i> interprété	507
6.3. Nouvelle directive européenne anti-blanchiment (AML IV)	508
Actualités 2015 en matière de droit fiscal européen	509
<i>Gaëtan ZEYEN</i>	
1. Législation	509
1.1. Directive mère/filiale	509
1.1.1. Références	509
1.1.2. Commentaires	509
1.2. Échange de renseignements	510
1.2.1. Références	510
1.2.2. Commentaires	510
1.3. Directive « épargne »	512
1.3.1. Références	512
1.3.2. Bibliographie	512
2. Jurisprudence de la Cour de justice de l'Union européenne	513